



Egypte

Subventions énergétiques : une question régionale

L'Afrique du Nord et le Moyen Orient concentrent la moitié des dépenses mondiales de subventions énergétiques. En Egypte, la réforme des subventions devient urgente pour éviter le creusement des déséquilibres budgétaires et externes. Les pays importateurs de pétrole ont engagé des réformes, le Maroc étant le plus avancé dans ce processus. Mais les pays du Golfe sont aussi concernés par ces réformes s'ils veulent préserver leur capacité d'exportation. Partout, les contraintes sociales et politiques sont un frein puissant à la réduction des subventions énergétiques.

■ Egypte

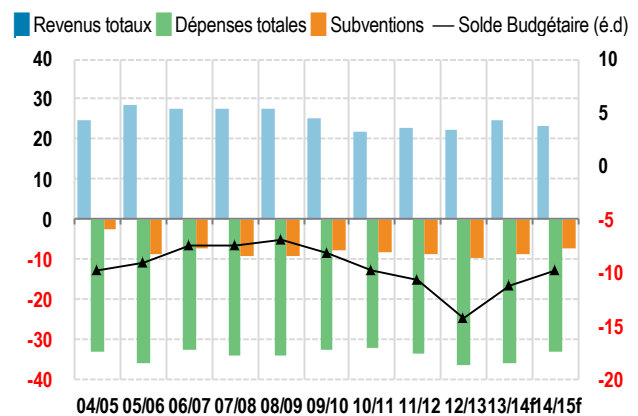
La réforme du système de subventions énergétiques est annoncée depuis de nombreuses années en Egypte. Autant les institutions internationales que les gouvernements successifs en reconnaissent l'importance pour faire face aux difficultés économiques. On peut faire trois critiques à ce système : son inefficacité, son poids sur les finances publiques et son impact sur l'équilibre énergétique du pays.

En Egypte, quasiment toutes les catégories d'énergie sont subventionnées et les prix sont largement inférieurs aux prix du marché, notamment pour les produits pétroliers. Cette politique de prix bas et indifférenciés n'atteint pas son objectif social car elle bénéficie proportionnellement plus aux revenus les plus élevés (qui utilisent plus d'énergie par individu) qu'aux plus démunis qui constituent une grande partie de la population égyptienne. Le taux de pauvreté a atteint 25% en 2013, contre 20% en 2010.

Les subventions énergétiques exercent une pression excessivement fortes sur les finances publiques. Le montant total des subventions a pratiquement triplé depuis 2005/06. En 2012/13, les subventions aux produits pétroliers (70% des subventions totales) ont représenté 1/5 des dépenses budgétaires totales, 1/3 des revenus et près de 10% du PIB. Pour 2013/14, ces proportions devraient légèrement baisser. Dans un contexte de croissance atone et donc de revenus fiscaux évoluant peu, les déficits budgétaires se sont creusés et sont devenus insoutenables. Le déficit a atteint plus de 14% du PIB en 2012/13 et est estimé à 11% pour 2013/14. Il faut noter que ce niveau de déficit est aussi dû à la hausse constante de la charge d'intérêt qui a atteint 8,4% du PIB en 2012/13 (contre 5% en 2008/09). Ce sont le financement bancaire domestique et surtout le soutien des pays du Golfe (environ USD 15mds ou 5,5% du PIB en 2013/14) qui permettent au gouvernement égyptien de couvrir ses besoins de financement croissants.

En raison d'une hausse continue de la consommation et de contraintes pesant sur la production (les arriérés de paiements de l'entreprise pétrolière nationale freinent les investissements étrangers), le pays est devenu importateur net d'hydrocarbures depuis 2013. Cela contribue à la

1- Déficit budgétaire en Egypte (% du PIB)



Sources : MdF, FMI, BNPParibas

détérioration des comptes courants, dont le déficit est devenu récurrent (1,5% du PIB attendu en 2013/14).

La réforme des subventions est pour le moment timide. Un système de « smartcard » devrait se mettre progressivement en place, pour permettre d'acquérir un volume limité de carburant subventionné, le supplément de consommation devant se faire au prix du marché. Au-delà, les industries les plus intensives en énergie devraient voir le coût du gaz augmenter. Pour le budget 2014/15, le gouvernement a annoncé une baisse des subventions aux produits pétroliers de 22% qui devrait être introduite de façon ciblée afin d'en limiter les conséquences sociales. Cependant, le gain budgétaire de ces mesures – dont la mise en oeuvre reste pour le moment peu claire – est déjà pratiquement annulé par une hausse prévue des subventions à l'électricité et aux biens alimentaires. Au total, les dépenses de subventions ne devraient baisser que de 7%. Etant donné la situation socio-politique égyptienne et la sensibilité de la population aux hausses de prix, il est peu probable que les réformes soient rapidement et complètement engagées. Par ailleurs, le soutien financier des pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït et Emirats Arabes Unis), qui agissent comme des prêteurs en dernier ressort du gouvernement égyptien, n'incite pas à accélérer le rythme des réformes.



■ Réformes dans les pays importateurs de pétrole

Le Maroc est le plus avancé dans son programme de réforme (cf p.23). Les subventions à l'énergie représentaient 5,8% du PIB en 2012, équivalentes à 20% des revenus budgétaires. Par ailleurs, selon les estimations du gouvernement, 75% du montant des subventions au diesel et à l'essence bénéficie aux 20% les plus riches. Après une baisse graduelle des subventions au diesel et une indexation des carburants sur les prix mondiaux, des mesures sociales seront prises pour limiter l'impact de la réforme sur les plus pauvres. En 2014, les subventions à l'énergie devraient être équivalentes à 3% du PIB cette année.

En Jordanie, les finances publiques sont structurellement faibles et la situation n'est soutenable que grâce à des soutiens bi et multi-latéraux. Les subventions directes aux prix des carburants ont été supprimées en 2013 et remplacées par une aide directe. En 2012, les subventions étaient équivalentes à 3,5% du PIB tandis que l'aide directe devrait atteindre 0,8% du PIB en 2014 selon le FMI. Cependant, l'essentiel du soutien gouvernemental à la consommation énergétique concerne la compagnie nationale d'électricité NEPCO qui enregistre des déficits importants. Un plan de réforme prévoit un ajustement progressif des prix de vente pour couvrir les coûts de production et une réduction parallèle du soutien à NEPCO. Ce programme sera long à mettre en place étant donné l'opposition populaire aux hausses des prix de l'électricité. Par ailleurs, la rupture de l'approvisionnement gazier provenant d'Egypte (obligeant à le remplacer par du diesel plus coûteux) et le coût lié à l'afflux de réfugiés dans le pays (provenant de Syrie et d'Irak) sont des éléments supplémentaires de fragilisation de la réforme en cours.

En Tunisie, les finances publiques continuent de se dégrader, le déficit budgétaire pourrait atteindre 7% du PIB en 2014. Dans ce contexte, les autorités se sont engagées à réduire les subventions à l'énergie qui étaient équivalentes à 3,7% du PIB en 2013. Il est prévu une plus grande différenciation tarifaire suivant les usagers conduisant à une hausse des prix moyens des produits pétroliers et de l'électricité. Etant donné

les perspectives incertaines de la situation politique tunisienne il convient de rester prudent sur le rythme de cette réforme.

En Iran, la réforme mise en place depuis 2010 n'a pas produit les résultats escomptés, en raison d'une situation économique générale dégradée. Le bilan est pour le moment négatif en terme budgétaire (coût de 1,6% du PIB en 2012/13 selon le FMI) puisque le revenu supplémentaire issu de la hausse des prix énergétiques reste inférieur à la hausse des dépenses engendrées par les transferts compensatoires.

■ Dans le Golfe : des réformes nécessaires pour maintenir la rente

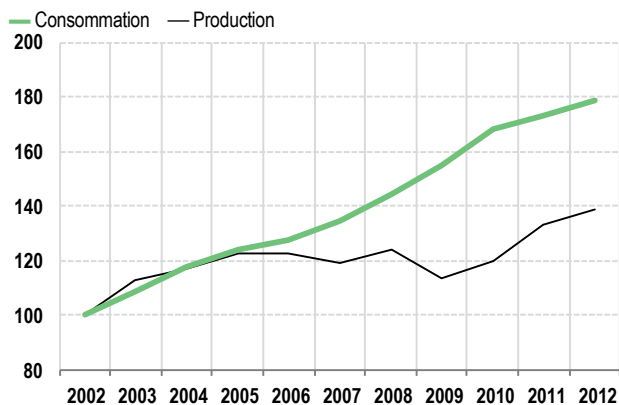
La réforme des subventions énergétiques commence à être une problématique pour les pays producteurs de pétrole du Golfe. Ces subventions, en favorisant une consommation d'énergie excessive et incontrôlable, réduisent la capacité d'exportation à long terme. Les pays du Golfe ont le plus haut niveau de consommation énergétique par habitant au monde et les prix domestiques les plus bas. En Arabie Saoudite, étant donné une population nombreuse, la poursuite de la tendance actuelle pourrait, à long terme, réduire fortement les exportations pétrolières et accroître la vulnérabilité budgétaire. Au rythme actuel, la consommation saoudienne pourrait atteindre 8 mbj d'ici 2030 (3 mbj en 2012), pour un niveau de production actuel de 12 mbj.

Des gouvernements ont annoncé leur volonté de réforme (Koweït, Oman), et Bahrain est le plus avancé dans le processus en raison d'une richesse pétrolière limitée. Cependant, ces réformes dans les pays du Golfe seront lentes, l'énergie bon marché pour les nationaux faisant partie du système rentier.

Pascal Devaux

pascal.devaux@bnpparibas.com

2- Marché pétrolier dans le CCG en mbj, 2002=100



Sources : BP, BNPParibas

Prévisions Egypte*

	2012	2013	2014f	2015f
PIB réel, variation annuelle, %	2,2	2,1	2,5	4,0
Inflation, IPC, var. annuelle, %	8,6	6,9	10,3	11,5
Solde budgétaire, % du PIB	-10,7	-14,3	-11,2	-9,8
Dettes des adm. publiques, % du PIB	80,6	89,5	91,0	89,0
Balance courante, % du PIB	-3,9	-2,1	-1,5	-2,5
Dettes externes, % du PIB	16,1	17,7	19,9	19,7
Réserves de change, mds USD	24	12	13	15
Réserves de change, en mois d'imports	4,2	2,0	2,2	2,3
Taux de change EGP/USD	6,1	7,0	7,2	7,7

* année fiscale T-1/T (Juillet-Juin)

f : prévisions BNP Paribas